

RÉVOLUTION SOCIALE: «OUI»!

RÉFORMISME BATARD: «NON»!...

L'élite de la nation française, partis, parlement, gouvernement et président ont l'amabilité de nous offrir en moins d'un mois quelques magnifiques démonstrations des qualités et des valeurs propres au système démocratique et à son complément le gouvernement représentatif. Référendum-plébiscite, élections de députés, l'essentiel de la gamme y passe.

Les résultats du référendum sont ce qu'ils devaient être. Qui peut encore prétendre que les prochaines élections législatives pourraient conduire à un profond bouleversement de la vie politique du pays? Les rapports, les statistiques, leurs interprétations serviront pour quelque temps de nourriture spirituelle aux différentes fractions antagonistes ou alliées suivant les circonstances et les intérêts propres à chacun d'entre eux. Puis tout rentrera dans l'ordre, et vous savez de quel ordre il s'agit. Les travailleurs opposés et divisés en fractions rivales sont les seuls perdants. Plus que jamais mystifiés par les institutions économiques et politiques. Victimes de préjugés soigneusement entretenus par les politiciens professionnels groupés dans leurs partis démagogiques, ils sont les seuls à croire aux vertus du régime républicain. Tout le monde connaît sur ce point la position des anarchistes. Conscients que le régime politique est l'expression d'un régime économique et que les législateurs ne pourraient transformer radicalement le premier sans changer jusqu'au fondement le second, les militants libertaires préconisent l'abstention. Action vaine? Certainement, car nous n'avons pas l'impudeur d'annexer les 25% d'abstentionnistes «*naturels*» -, mais attitude juste, honnête et conforme avec nos principes, nos buts et l'histoire.

Ainsi ceux que nous appellerons faute de mieux «*nos ennemis*» dénoncent l'abstentionisme, qu'ils te présentent comme incivique, stérile, négatif, inefficace, absurde. Pour ces gens s'abstenir est une dérobade, une lâcheté - refus de prendre ses responsabilités - une trahison. Parce que par contre voter c'est civique, productif, positif, efficace, intelligent! Cela contribue à la prise de conscience des opprimés, c'est un moyen dans le cadre de la lutte des classes!

Nous on veut bien...

Mais depuis que Marx et Engels nous ont dit que la bourgeoisie offrait au prolétariat par ses structures politiques les moyens d'en finir avec elle, objectivement nous constatons que compte tenu de quelques variantes folkloriques le même ordre social n'a cessé de régner et, qu'au contraire le parlementarisme n'a fait que consacrer et maintenir les régimes d'exploitation. Voilà un siècle pendant lequel l'ordre n'a cessé de régner aux quatre coins du monde, un siècle d'exploitation, d'oppression, d'aliénation, de divisions, de luttes, un siècle de boucheries sanglantes, un siècle de victoires pour la barbarie triomphante, un siècle de défaites pour les hommes épris de justice et de liberté, un siècle de trahisons, d'abandons, de compromissions, de chantages, de marchandages, de mystifications, de prostitutions de la part de ceux qui prétendaient servir de guide pour libérer l'homme de l'esclavage, un siècle où il n'est de jour que l'on n'emprisonne, que l'on ne torture, que l'on ne tue, un siècle de faim, de haines, de violences, de désespoirs. L'ordre politique a pu changer de nom - État démocratique, libéral, populaire, national, socialiste, etc... - il reste l'expression de l'ordre économique, quel que soit la conjoncture du moment - et le rapport des forces en présence, que le capitalisme adopte telle ou telle option dans la riche gamme des moyens d'oppression qu'il a su mettre à sa disposition et qui va de la plus totale dictature à la social-démocratie la plus paternaliste. On ne peut dissocier le fond de la forme qui reste circonstancielle.

Le lien entre les deux est si intime, qu'il est tout aussi absurde d'imaginer comme possible une organisation politique libre et égalitaire dans une société capitaliste - économie libérale ou économie étatisée - que de prétendre en finir avec les régimes d'exploitations avec un parlement, un État et pourquoi pas un roi.

Et pourtant c'est cette grosse farce que les tenants de l'action parlementaire veulent et font jouer aux travailleurs.

Le 13 mai 1958, De Gaulle, agent de la minorité capitaliste, prend le pouvoir en utilisant l'action de militaires factieux. Confirmé à la direction de l'État par tous les partis - le renoncement du PC ne s'explique que par une sorte d'accord tacite - ce n'est que quelques mois plus tard, que De Gaulle fera ratifier par le peuple un État de fait. Sans risques aucuns, car le processus était irréversible, le système étant conçu de telle sorte que l'approbation était incluse dès l'origine de l'entreprise.

Le peuple ne se gouverne pas lui-même, il délègue des représentants qu'il croit choisir, mais qui s'imposent à lui. Il n'a aucun moyen de contrôle, car c'est une absurdité de penser que plus de 100.000 électeurs ont matériellement les moyens d'agir et d'influer sur l'orientation prise par leur député; tout comme il est impossible à ces mêmes 100.000 personnes de réaliser physiquement leur accord sur tel ou tel député.

Ce que l'on croit être une grande conquête: le suffrage universel n'est en définitive accepté par la bourgeoisie que dans la mesure où non seulement il ne compromet nullement sa domination, mais la sert, l'affirme, la maintient, la poursuit par le biais de la collaboration des classes, Alors pourquoi cette soudaine révolte des partis contre le maître qu'ils ne sont donnés?

Sortie de l'ombre pour le service de la bourgeoisie et de la bureaucratie des partis, cette valetaille y serait, une fois de plus retournée si De Gaulle, porte-parole des monopoles, n'avait mis en cause non leur existence - la révision constitutionnelle ne touchait pas au principe parlementaire - mais confirmé leur inutilité. Quels que soient les programmes pour lesquels ils furent élus, les députés de la cinquième République, tout comme leurs devanciers laissèrent De Gaulle et son gouvernement agir à leur guise; affaire d'Algérie, force de frappe, politique européenne ou internationale reçurent une approbation unanime - l'opposition de circonstance n'étant qu'un élément du jeu parlementaire et tendant à le justifier.

Le seul souci du parlement fut dès son origine et a plus forte raison ces dernières années de remettre le pouvoir que théoriquement il détient du peuple à un groupe-gouvernement, à un homme - premier ministre ou chef d'État - mais à la condition que faute de fond, la forme soit conservée.

L'union sacrée, de l'extrême gauche à l'extrême droite n'avait pas pour but de s'opposer à la dictature gaulliste, le voudraient-ils?, les 500 députés du parlement n'ont pas plus de force et de moyens que 500 personnes prises au hasard dans la rue, les résultats du référendum, malgré un déplacement vers l'opposition sont là pour le démontrer.

La coalition des députés contre De Gaulle est la réaction d'une caste touchée dans ses privilèges. Le syndicat des parlementaires, quelques jours avant le référendum, met au point un «*programme*». Pour le peuple? non, pour montrer aux puissances d'argent qu'ils sont encore et eux aussi capables, réflexes séniles à l'image d'un de leur leaders, Paul Raynaud.

Une preuve supplémentaire de cette peur panique née de ce que leur insuffisance et leur nullité apparaissent au grand jour nous la trouvons dans l'attitude des partis face au référendum si l'on tient compte des appréciations des opposants à la réforme constitutionnelle, à savoir son caractère illégal, l'honnêteté et l'efficacité eut été d'inviter les électeurs à boycotter les bureaux de vote, la tactique de s'opposer matériellement à son déroulement, en un mot, de faire campagne pour l'abstention. Mais pour eux peu importe le résultat - connu d'ailleurs - seul l'activisme compte et la satisfaction de perpétuer un mythe. Dans le même ordre d'idée, ils avaient cent fois plus de raison de s'opposer à la politique de De Gaulle, de voter des motions de censure pour des problèmes - Europe, force de frappe - dont on savait qu'une large majorité contre existait au parlement, mais cela n'était ni leur ambition ni leur intérêt.

Bien sûr, on nous dira que les libertés politiques - surtout la liberté de ne pas avoir les moyens de s'exprimer, d'éditer, et de se réunir - nous sont offertes ou garanties par le régime démocratique et son appareil. Nous croyons surtout que ces libertés ou prétendues telles, les travailleurs les arrachent aux gouvernements, les défendent contre les empiètements des parlements.

Ce sont les militants algériens oui ont chassé le colonialisme et non pas De Gaulle, encore moins le parlement et surtout pas le corps électoral en votant «oui» au référendum du 8 avril.

Il n'y a pas plus de bons référendums que de bons députés, car pour reprendre l'exemple cité plus haut,

un bon référendum eut été celui que le peuple français aurait, ratifié en octobre 1954,

Vous l'auriez fait p? Bien sûr, mais on ne vous l'a jamais proposé et jamais un parlement, un gouvernement, des partis, ne le proposeront.

Croire qu'une constitution peut offrir au garantir la liberté et la justice, quand on sait qu'il n'y a pas la moindre conquête ouvrière qui ne fut obtenue par le sacrifice de nombreux prolétaires c'est mépriser la plus élémentaire référence historique.

D'ailleurs la question n'est pas de savoir si tel système présente plus ou moins d'avantages par rapport à tel autre, mais de comprendre qu'en régime fasciste, en démocratie parlementaire, en régime de dictature marxiste, les obstacles, l'obstacle majeur est dans la permanence que l'exploitation de l'homme par l'homme.

Français, vous voterez ce mois-ci, puissent ces quelques réflexions vous faire comprendre qu'un bulletin de vote est une arme dirigée contre vous, voter "*non*" au référendum c'était consacrer et légitimer les "*oui*", voter «à *gauche*» ce sera consacrer et légitimer l'ordre social existant.

Henri KLÉBER.
